



Intersyndicale Finances Publiques du Morbihan

Communiqué de presse

Vannes, le 16 septembre 2015

POUR LA SAUVEGARDE DU SERVICE PUBLIC « NON A LA FERMETURE DES TRESORERIES DE PROXIMITE »

Dans le cadre des orientations politiques visant la réduction des dépenses publiques, la Direction départementale des Finances Publiques du Morbihan continue à mettre en œuvre son plan d'action intitulé « démarche stratégique » et organise dans notre département le démantèlement du service public, par la restructuration de ses services et notamment celle du réseau des trésoreries de proximité.

Cette "réforme" se fait à marche forcée et sans réflexion, ni débat sur les besoins des populations. Lors des derniers Comités Techniques Locaux, Le Directeur, Mr Guillouët, a annoncé les restructurations suivantes pour 2016 :

- Fermeture des Trésoreries d'Elven et de Rohan au 31/12/2015
- Fermeture des Trésoreries de Belz, de Guémené-sur-Scorff et d'Allaire dans les 2 à 5 ans

Depuis 2004, notre réseau départemental a déjà perdu 7 implantations : Rochefort-en-Terre, Le Faouët, la Trinité-Porhoët, Muzillac, Josselin, Pluvigner et Plouay.

Afin d'habituer l'usager aux fermetures de sites, l'administration de Bercy s'est lancée dans un grand mouvement national de fermeture des accueils au public. Pour le morbihan, cette politique s'est traduite, depuis le 1er juillet, par la fermeture quasi totale des guichets le mercredi, voire beaucoup plus dans les postes dits « ruraux ».

Face à ces annonces, l'intersyndicale des Finances Publiques du Morbihan s'inquiète du devenir des petits postes du département où les conditions de travail se sont fortement dégradées du fait des suppressions successives d'emplois. Certains d'entre eux (Le Palais, Guer, Sarzeau, Baud) sont déjà dans des situations extrêmement délicates de par leur faible effectif (2 à 3 agents).

Selon nos premières remontées d'information sur 45 départements, ce sont plus de 110 opérations de restructurations qui sont programmées à l'horizon du 1er janvier 2016 dont 88 suppressions de Trésoreries et 30 opérations de concentration d'accueil fiscal des particuliers.

Au-delà de la défense des services et de l'emploi, c'est l'enjeu du maintien du service public en milieu rural qui est posé. Ce service public de proximité est pourtant le garant de la cohésion sociale et de l'égalité républicaine, il est indispensable au développement économique des territoires.

Citoyens et Elus, ensemble, nous devons nous mobiliser massivement pour la sauvegarde du service public de proximité !